

Grande rencontre du GERFI
Entretien avec monsieur Jean-Pierre Raffarin
Sénateur et ancien Premier Ministre de France

Compte rendu de la rencontre

Faire preuve d'ouverture face à la diversité est un défi majeur auquel est confrontée l'administration publique actuelle et future, selon monsieur Jean-Pierre Raffarin. L'ancien Premier Ministre de France a abordé cette question à l'occasion d'une grande rencontre spéciale du Groupe d'étude, de recherche et de formation internationales (GERFI), tenue le 21 mai 2008 à l'École nationale d'administration publique (ENAP) de Québec.

Le concept de diversité oriente la réflexion de monsieur Raffarin sur plusieurs préoccupations actuelles de la France. Selon lui, «*la diversité est une valeur montante dans le monde d'aujourd'hui*». Il souhaite une plus grande ouverture des Français sur le monde. Pour ce faire il propose une meilleure connaissance de la réalité de quatre États, Chine, Québec, Israël, Tunisie, au sein desquels il trouve intéressant d'analyser la place que prennent la diversité et la gestion de celle-ci.

Monsieur Raffarin voudrait que l'action politique soit guidée par la pensée humaniste. Dans la poursuite d'une plus grande légitimité, les politiciens gagneraient à rechercher davantage de cohérence entre leurs valeurs et leurs actions politiques. Selon lui, trois valeurs devraient servir de charpente dans la prise de décisions politiques face à la diversité : le respect de l'Autre, la réciprocité du respect ou la recherche d'un équilibre du pouvoir dans les relations internationales, ainsi que la quête du dépassement, notamment dans des grands projets de société.

Il a, en outre, souligné l'importance d'une gouvernance responsable et transparente. Pour lui, il est souhaitable de mettre en place des structures visant à encadrer les nouvelles réalités de l'économie mondiale, particulièrement le phénomène des fonds souverains.

Monsieur Raffarin a aussi abordé la question de la réforme de l'État en France, qu'il juge essentielle dans un contexte de mondialisation. Il a clairement indiqué l'importance de l'implication des experts et de la société civile, tout en insistant sur le rôle décisionnel des politiciens. Il a de plus exprimé le besoin de réduire la haute fonction publique afin d'améliorer la communication entre l'administration et le pouvoir politique.

Concernant la démocratie participative, M. Raffarin considère qu'il y a encore beaucoup de travail à faire. Il juge urgent de renforcer la légitimité et la représentativité des corps intermédiaires, tels que les syndicats, afin de favoriser le dialogue social. Cette participation sera facilitée par l'utilisation des technologies de l'information et des communications.

Enfin, il a affirmé que les systèmes administratifs ne doivent pas prendre le dessus sur les humains, d'où la nécessité de politiques de proximité. M. Raffarin croit en la capacité créative des territoires à assumer leurs propres responsabilités, notamment concernant le développement économique.

En réponse à une question sur la réintégration de la France au sein du conseil des ministres et du comité militaire de l'OTAN, monsieur Raffarin a souligné qu'il ne s'agit pas d'une rupture avec la ligne de pensée gaulliste. Il a réaffirmé que la vision de la France d'un monde multipolaire demeure un élément clé de sa politique étrangère. Il insiste, la paix dans le monde ne pourra se réaliser que s'il existe un équilibre entre les puissances étatiques. Une valeur humaniste qui devrait guider les politiciens.